



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 16 juillet 2026

La consommation privée aurait progressé de 2,6 % g.a. en juin 2026, traduisant le maintien d'une dynamique positive, mais à un rythme séquentiel limité.

L'indicateur opportun de la consommation privée (IOCP) calculé par l'Institut national de Statistique et de Géographie (INEGI), qui fournit une estimation avancée de l'évolution des dépenses des ménages avant la publication des données définitives, suggère un léger rebond de la consommation au T2 après un recul de 0,8 % g.t. au T1.

Cette amélioration resterait soutenue par la résilience du marché du travail, la progression des salaires réels et le maintien des transferts de fonds (*remesas*) à un niveau élevé.

Les analystes anticipent toutefois un ralentissement graduel de la consommation au S2, dans un contexte d'incertitudes économiques et de conditions monétaires encore restrictives.

LE CHIFFRE A RETENIR

+2,6 %

Indicateur opportun de la
consommation privée (IOCP)
Juin 2026 - INEGI

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les retombées économiques de la Coupe du monde de la FIFA 2026 au Mexique demeurent inférieures aux attentes. Selon la Confédération des chambres nationales de commerce, des services et du tourisme (Concanaco-Servytur), elles s'élèveraient à environ 2,6-2,9 Md USD, contre un objectif initial de 65 Md MXN, soit entre 0,1 % et 0,2 % du PIB. Cette estimation n'inclut pas les recettes de billetterie, évaluées à 5 Md MXN (0,3 Md USD). Les bénéfices de l'événement se sont principalement concentrés dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, des transports et du commerce, ainsi que dans les trois villes hôtes : Mexico (20 Md MXN), Guadalajara (10 Md MXN) et Monterrey (5 Md MXN). Environ 15 Md MXN de retombées auraient été répartis entre les autres États grâce aux déplacements des visiteurs. La Concanaco estime que près de 3 millions de touristes ont séjourné dans les trois villes hôtes, avec un taux d'occupation hôtelière compris entre 80 % et 90 % les jours de match, tandis que près des deux tiers des ménages mexicains auraient accru leurs dépenses en alimentation, boissons et produits liés à la compétition. Ce bilan confirme que les retombées de la compétition ont été inférieures aux attentes initiales. Malgré une forte affluence touristique et un soutien ponctuel à la consommation, les bénéfices sont restés concentrés sur les secteurs liés au tourisme et sur les trois villes hôtes, limitant leur diffusion au reste de l'économie.

Le Mexique présentera 13 plaintes commerciales lors du prochain cycle de négociations en vue de la révision de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM ou T-MEC), prévu le 20 juillet. Ces revendications visent à obtenir la levée de mesures que le gouvernement mexicain juge contraires à l'esprit de l'accord, selon un rapport du ministère de l'Économie remis la semaine dernière au Sénat. Le ministère de l'Économie a également indiqué que le Mexique présentera six priorités lors de ce prochain cycle de négociations. Les préoccupations du Mexique portent notamment sur les droits de douane américains imposés au titre de la section 232 sur l'acier, l'aluminium et l'industrie automobile, les mesures prises en vertu de la section 122 visant des produits non originaires de la zone ACEUM, les restrictions dans certains secteurs, le recours au Mécanisme de réponse rapide en matière de travail (*Rapid Response Labor Mechanism*), ainsi que diverses barrières commerciales mises en place au niveau des États fédérés américains. Parallèlement, le ministère de l'Économie a indiqué que les négociations progressent de manière significative. Sur les 54 sujets initialement soulevés par les États-Unis, seuls 14 demeurent en suspens.

Les questions restant à résoudre concernent les pertes d'emplois dans l'industrie manufacturière, la dépendance à l'égard de pays tiers dans les chaînes d'approvisionnement, le déficit commercial, les règles d'origine et la sécurité économique. Pour rappel, les États-Unis ont pris la décision le 1er juillet de ne pas prolonger automatiquement la durée de validité de l'ACEUM. L'accord devrait cependant rester en vigueur au moins jusqu'en 2036, sous réserve de révisions annuelles.

L'emploi formel a enregistré en juin sa plus forte croissance annuelle au cours des 23 derniers mois. Un total de 61 023 emplois a été créé en juin, ce qui correspond à une hausse annuelle de 2,03 %. Au cours du premier semestre, la création d'emplois formels s'est élevée à 262 628. Par rapport à juin 2025, le nombre d'emplois formels a augmenté de 454 038, ce qui constitue la plus forte progression enregistrée depuis un peu plus de deux ans. La création d'emplois a été portée par des secteurs stratégiques tels que les transports et les communications, le commerce, les services financiers et technologiques, le tourisme, la construction, ainsi que les services publics de santé et d'éducation. Le dynamisme du secteur de l'emploi constitue un signal encourageant alors que l'activité économique s'est contractée au premier trimestre de l'année (-0,6 % g.t.).

La Commission nationale bancaire et des valeurs mobilières (CNBV) a autorisé Nu México, filiale du groupe brésilien Nubank, à opérer en tant que banque, portant à 54 le nombre d'établissements bancaires autorisés dans le pays et renforçant la présence des acteurs 100 % numériques sur le marché. Jusqu'à présent constituée en société financière populaire (Sofipo), Nu devient le premier établissement à achever sa transformation vers un statut bancaire. Selon son directeur général, cette évolution doit lui permettre d'élargir son offre de produits et de poursuivre son développement au Mexique, considéré comme un marché stratégique par le groupe. La fintech indique que 78 % de ses clients résident en dehors des grandes agglomérations et que 54 % de ses clients ont déjà accès à un produit de crédit. D'après la CNBV, Nu est désormais le troisième émetteur de cartes de crédit au Mexique. Cette autorisation intervient quelques jours après l'annonce par la présidente Claudia Sheinbaum d'un programme d'investissement de 4,2 Md USD de Nubank au Mexique. Elle confirme la montée en puissance des banques numériques, qui contribuent à renforcer la concurrence sur certains segments du marché et à améliorer l'inclusion financière dans un pays où l'accès au crédit demeure limité. Cette digitalisation accélérée des services financiers s'accompagne toutefois d'une exposition croissante aux risques cyber, conduisant les autorités à renforcer progressivement le cadre prudentiel afin d'améliorer la résilience opérationnelle du secteur. Dans ce contexte, les établissements financiers investissent de plus en plus dans des solutions fondées sur l'intelligence artificielle afin d'améliorer la détection

des fraudes et des incidents de sécurité. Les autorités renforcent parallèlement le cadre prudentiel : Banxico a recensé quatre incidents cyber majeurs en 2025 et la Circular 2/2025 impose désormais des audits technologiques certifiés ainsi qu'une coordination renforcée des réponses aux incidents, reflétant l'importance croissante de la résilience opérationnelle dans la stabilité du système financier.

Sectoriel

La présidente Claudia Sheinbaum a reçu Seiji Kuraishi (président du Comité économique Mexique – Japon), accompagné d'une délégation réunissant des représentants de la Fédération des entreprises du Japon (KEIDANREN), ainsi que l'ambassadeur du Japon au Mexique, Kozo Honsei. Cette rencontre avait pour objectif d'examiner les perspectives d'investissements japonais au Mexique. En parallèle, Marcelo Ebrard, ministre de l'Economie, a présidé une réunion de haut niveau consacrée au renforcement de la coopération bilatérale, et aux enjeux liés à l'Accord Canada-Mexique-Etats-Unis (ACEUM). Y ont pris part des représentants des autorités mexicaines ainsi que plusieurs groupes japonais majeurs, parmi lesquels Honda, Toyota, Nissan, Mazda, Panasonic, Mitsubishi, NSK et All Nippon Airways. Selon le ministère de l'Économie, le gouvernement assure actuellement le suivi de 39 projets d'investissement japonais et indique avoir apporté une réponse à 90 % des difficultés signalées par les entreprises au cours des cinq derniers mois. Les échanges ont également permis de convenir de la poursuite de la coordination douanière et de la facilitation des échanges. Claudia Sheinbaum a rappelé que près de 1 600 entreprises japonaises sont implantées au Mexique, où elles génèrent environ 350 000 emplois directs

Le gouvernement mexicain, par l'intermédiaire de Banobras, prépare la mise en place d'un véhicule financier susceptible de mobiliser jusqu'à 4,6 Md USD afin d'accompagner le financement de projets d'énergie renouvelable, de routes et d'infrastructures portuaires. Ce mécanisme, actuellement en cours de structuration avec des investisseurs, des fonds de pension et des établissements bancaires, vise à réduire les coûts de financement et à accélérer l'instruction des projets. Il s'inscrit dans la stratégie de l'administration Sheinbaum consistant à accroître le recours aux partenariats public-privé, dans un contexte où l'amélioration du cadre réglementaire de l'investissement énergétique contribue à raviver l'intérêt des investisseurs internationaux malgré les incertitudes liées aux tensions commerciales et géopolitiques. Le dispositif devrait soutenir près d'une trentaine de projets attribués le mois dernier à 18 entreprises, essentiellement dans le secteur solaire. Banobras prévoit par ailleurs de proposer des conditions de financement préférentielles aux entreprises recourant à des équipements fabriqués au Mexique afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales. En parallèle, Banobras, avec le Fonadin, pilote un portefeuille de 18 projets routiers représentant près de 11,8 Md USD.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	16/07/2026
Bourse (IPC)	-0,32%	17,61%	66 399,71
Change MXN/USD	-0,57%	-6,76%	17,45
Change MXN/EUR	-0,55%	-8,39%	19,96
Prix du baril mexicain	10,36%	19,97%	75,75

Amérique centrale

Costa Rica

Le crédit accordé au secteur privé costaricien affiche une baisse de dynamisme.

D'après la Banque centrale du Costa Rica (BCCR), le solde de ce type de crédit s'élèverait à fin mai 2026 à 25 250 Md CRC (environ 49 Md EUR). Sa croissance aurait nettement ralenti et serait passée de +6,4 % g.a. en février 2025 à +1,31 % g.a. en février 2026, puis à seulement +0,08 % g.a. en mai 2026. Plusieurs secteurs ont enregistré une contraction : l'industrie (-2,44 % g.a.), l'agriculture (- 1,26 % g.a.) et la pêche (- 2,61 % g.a.) en février. A l'inverse, le crédit au tourisme est resté dynamique (+12,5 % g.a.). La croissance du crédit accordé au logement, deuxième poste le plus important, s'est limitée à 0,5 % g.a., freiné par le fort endettement des ménages et le coût élevé des logements.

La création d'emplois demeure atone depuis près d'un an et demi, selon l'Institut National des Statistiques et du Recensement (INEC). Entre mars et mai 2026, la population active a reculé pour s'établir à 2,33 millions de personnes (soit -1,3 % g.a.), et aucune hausse de l'emploi n'a été enregistrée depuis janvier 2025. Ce recul de la population active s'expliquerait notamment par le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de retraités, ainsi que la contraction des perspectives d'emplois. Le taux net de participation, qui mesure la part de personnes de 15 ans ou plus qui font partie de la population active, s'est établi à 54,3 % entre mars et mai 2026 (-1,3 pp. en g.a.). Le taux de chômage s'est quant à lui stabilisé à 6,7 %.

El Salvador

Les réserves internationales nettes du Salvador ont progressé de 15,2 % au premier semestre 2026 pour atteindre 5,17 Md USD, soit une hausse de 683 M USD par rapport à fin 2025, selon la Banque centrale. Cette évolution s'inscrit dans le cadre du programme de 1,4 Md USD conclu avec le FMI, qui prévoit notamment un renforcement des réserves internationales.

La dette du gouvernement salvadorien envers le système de retraite a augmenté de 3,1 Md USD depuis début 2023 pour atteindre 11,6 Md USD en mai 2026, selon la Banque centrale. Le FMI continue de demander une réforme du système de retraites afin d'en améliorer la soutenabilité, mais le gouvernement n'a pas encore présenté le projet de réforme auquel il s'était engagé.

Guatemala

Malgré l'accord commercial conclu avec les États-Unis, environ 27,5 % des exportations guatémaltèques vers ce marché, principalement des produits agricoles, restent soumises à un droit de douane de 10 %. Les exportateurs alertent sur les risques pour l'emploi et la compétitivité et demandent la suppression de ce tarif, tout en accélérant la diversification vers d'autres marchés.

Honduras

L'inflation annuelle au Honduras a ralenti à 5,8 % en juin, contre 6,1 % en mai, selon la Banque centrale, mais demeure au-dessus de la cible de 4 % $\pm$ 1 point. Ce ralentissement s'explique principalement par des facteurs temporaires liés à l'offre, même si les transports et l'alimentation continuent de contribuer fortement à la hausse des prix. L'inflation cumulée s'établit à 3,8 % sur le premier semestre 2026.

Nicaragua

Près de 60 % de la dette extérieure publique du Nicaragua est désormais contractée à taux variable, selon les données officielles du premier trimestre 2026. Sur les 174 M USD consacrés au service de la dette, 78 M USD ont été versés au titre des intérêts et commissions, soit un montant presque équivalent au remboursement du principal, illustrant le coût croissant de l'endettement extérieur.

Panama

La Commission ministérielle chargée d'évaluer l'éventuelle réouverture de la mine de cuivre de Donoso remettra ses recommandations d'ici la fin de l'année. Composée des ministres de l'Économie et des Finances, du Commerce et de l'Industrie, ainsi que de l'Environnement, cette commission est chargée d'examiner le rapport d'audit intégral de la mine Cobre Panamá, fermée en 2023 à la suite d'importants mouvements sociaux. Selon les conclusions de cet audit, le projet affiche un taux de conformité global de 87,7 % (cf. brève du 25 juin), le principal point de vigilance concernant les risques et passifs environnementaux, dont le taux de conformité s'établit à 81,7 %. Les autorités estiment que la fermeture de la mine a entraîné une contraction de 65 % des investissements directs étrangers (IDE), une baisse de 75 % des exportations de biens et la suppression de près de 40 800 emplois.

Caraïbes

Cuba

Les États-Unis renforcent leurs sanctions à l'encontre de Cuba, en ciblant notamment le tourisme et plusieurs secteurs stratégiques. Les États-Unis ont annoncé ce lundi 13 juillet de nouvelles sanctions visant le ministère du Tourisme (MINTUR) de Cuba ainsi que neuf entités publiques cubaines, dans le cadre de leur politique de pression à l'égard de l'île, confrontée à une grave crise économique. Ces mesures ciblent notamment ENETEC, S.A., entreprise publique d'importation, d'exportation et de commercialisation de combustibles ; Coreydan S.A., chargée de l'importation de carburant subventionné en provenance du Mexique ; le Groupe d'entreprises du commerce extérieur (GECOMEX), qui facilite les échanges de biens et services avec l'étranger ; ainsi que le Groupe d'entreprises de transport maritime et portuaire (GEMAR). Le secteur touristique est également touché à travers le ministère du Tourisme. D'autres organismes liés à l'appareil gouvernemental cubain, tels que les Milices des troupes territoriales (MTT), l'Association des combattants de la Révolution cubaine (ACRC) ou les Brigades de réponse rapide, figurent également dans cette nouvelle vague de sanctions. Ces mesures renforcent la pression sur une économie cubaine déjà fragilisée par les difficultés énergétiques, financières et commerciales.

République Dominicaine

Les banques internationales et les agences de notation soulignent la résilience de l'économie dominicaine. Des analyses concomitantes de J.P. Morgan, Bank of America, Fitch Ratings et Santander reflètent la confiance des marchés internationaux dans la capacité de l'économie dominicaine à atteindre un fort taux de croissance malgré les chocs extérieurs. J.P. Morgan a revu à la hausse sa projection de croissance pour 2026 de 3,5 % à 4,3 %, après une croissance moyenne à 4,2 % g.a. de janvier à mai 2026. De son côté, Bank of America a relevé sa recommandation sur la dette extérieure de la République dominicaine, en raison des bonnes perspectives du tourisme dans le pays. L'agence de notation Fitch Ratings et la banque Santander soulignent surtout l'impact positif du plan « anti-crise » sur le risque de détérioration des finances publiques. Cette réforme fiscale, la première depuis 14 ans, ouvre des horizons quant à la possibilité de faire adopter une réforme plus ambitieuse qui permettrait de financer davantage d'investissements dans les infrastructures et dans le capital humain. Mais l'impopularité du plan anti-crise, malgré la présence importante de mesures progressives, risque de rendre difficile une réforme d'ampleur.

La position extérieure de la République dominicaine se renforce au S1, avec des exportations et des envois de fonds (remesas) records. Les exportations dominicaines ont atteint un record de 7,90 Md USD au S1 2026. Elles sont ainsi en augmentation de 1,02 Md USD, soit 14,8 %, par rapport au S1 2025. Au mois de juin 2026 en particulier, les exportations ont atteint 1,50 Md USD, battant le record de la valeur des exportations sur un mois. Si les exportations issues de zones franches ont augmenté de 8,0 % entre juin 2025 et juin 2026, c'est la hausse des exportations domestiques (35,4 % en un an) qui a le plus contribué à ce résultat. Cette dernière hausse peut s'expliquer en grande partie par l'augmentation de 84,2 % de la valeur des exportations d'or entre juin 2025 et juin 2026. A 341,7 M USD en juin 2026, les exportations d'or ont représenté plus de la moitié des exportations domestiques et environ 23 % du total des exportations. La progression des réserves internationales est également stimulée par la hausse des envois de fonds. Ces derniers ont augmenté de 6,7 % entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026 et ont atteint 6,22 Md USD. En juin 2026, les réserves de change ont atteint 15,8 Md USD, soit 11,3 % du PIB ou 5,7 mois d'importations.

Sainte-Lucie

Le projet Patience, destiné à moderniser le système d'approvisionnement en eau de dix communautés du district de Micoud, dans le sud-est de Sainte-Lucie, est en voie d'achèvement. Doté d'un financement de 2 M USD du Fonds de développement des Caraïbes et mis en œuvre par l'opérateur public de l'eau et de l'assainissement WASCO, il vise à renforcer la résilience des infrastructures hydrauliques face aux effets du changement climatique grâce à un système modernisé de traitement et de distribution de l'eau. Les travaux de captage sont désormais achevés et la station de pompage est réalisée à 75 %. Les dernières opérations portent sur le réalignement du lit de la rivière, la protection des berges par enrochement ainsi que l'installation de deux unités compactes de traitement de l'eau (ex-Degrémont), dont la livraison depuis l'Europe était attendue début juillet. Les travaux, confiés à l'entreprise guyanienne S. Jagmohan Construction, devraient être achevés en septembre 2026.

Trinité-et-Tobago

La Banque centrale de Trinité-et-Tobago (CBTT) prépare de nouvelles mesures visant à améliorer la disponibilité et l'allocation des devises étrangères, un enjeu structurel pour l'économie du pays. Une réunion consacrée à ce sujet a réuni le gouverneur de la CBTT, les ministres des Finances, de la Planification et de l'Énergie, ainsi que des représentants du secteur énergétique. Celui-ci joue un rôle central dans l'approvisionnement en devises, en assurant entre 60 % et 75 % des conversions sur le marché des changes. Toutefois, le recul de la production

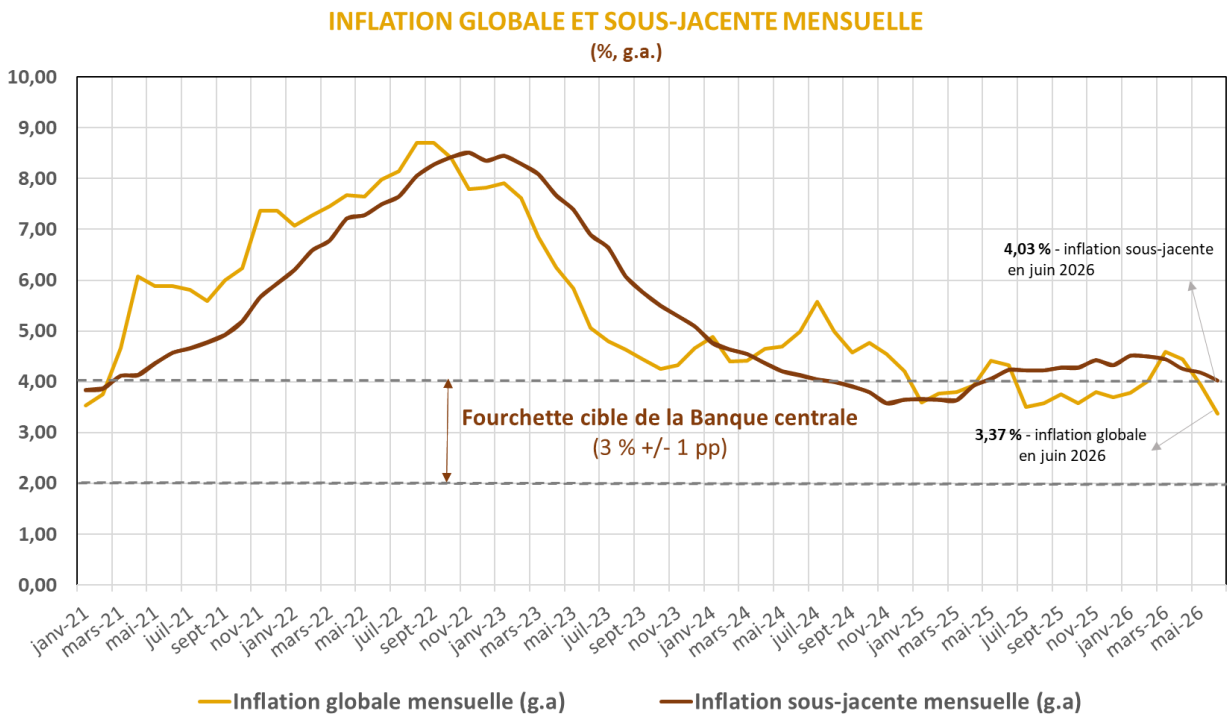
d'hydrocarbures a fortement réduit cette contribution : selon la CBTT, les ventes de devises des entreprises énergétiques ont diminué d'environ 1,2 Md USD par an au cours de la dernière décennie.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

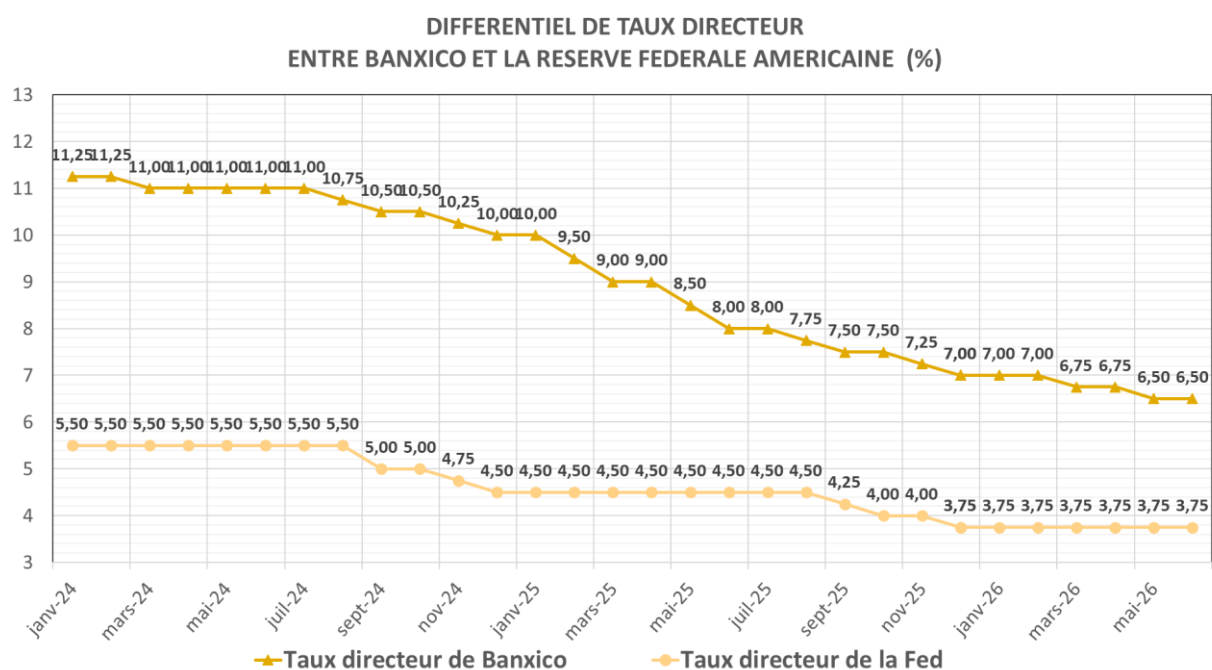
- Annexe Graphique Mexique -



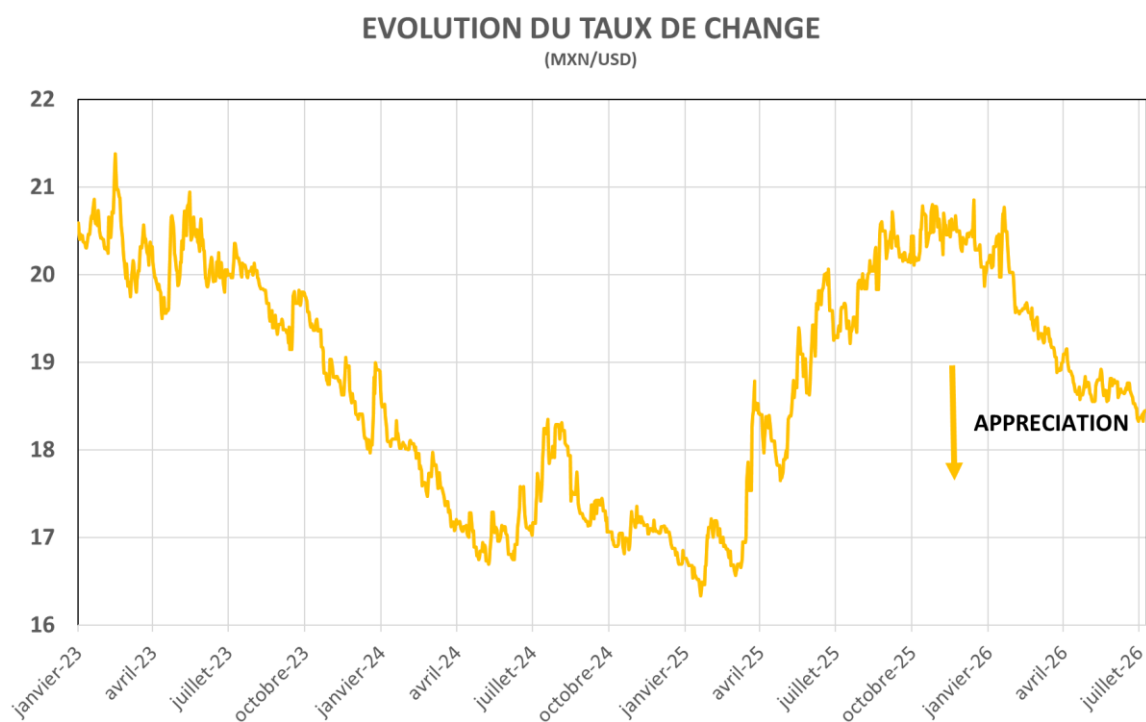
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275

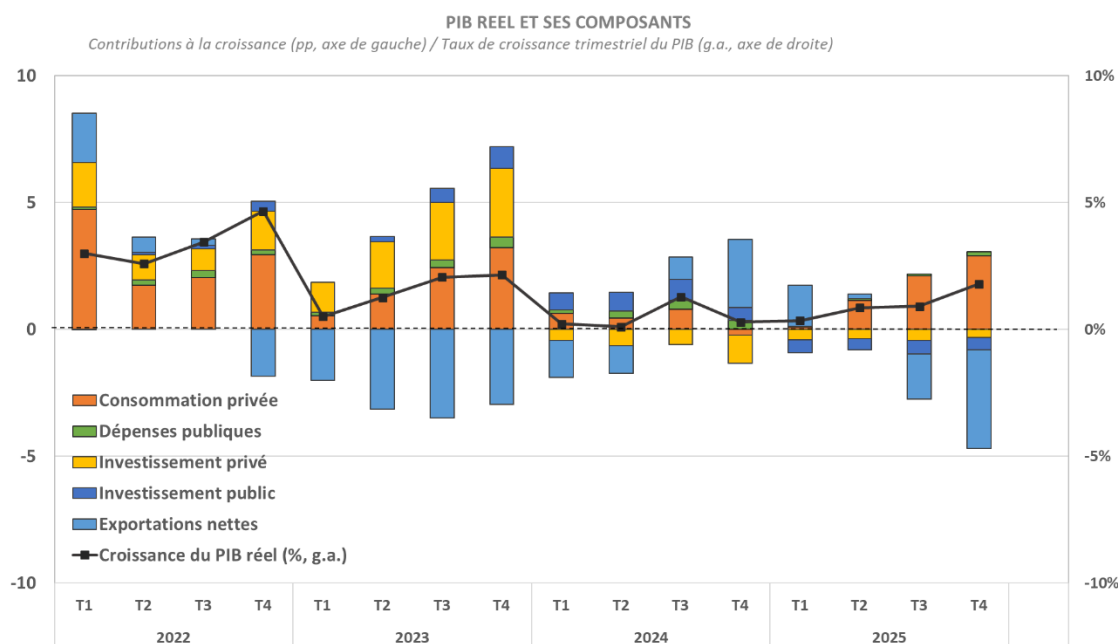
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



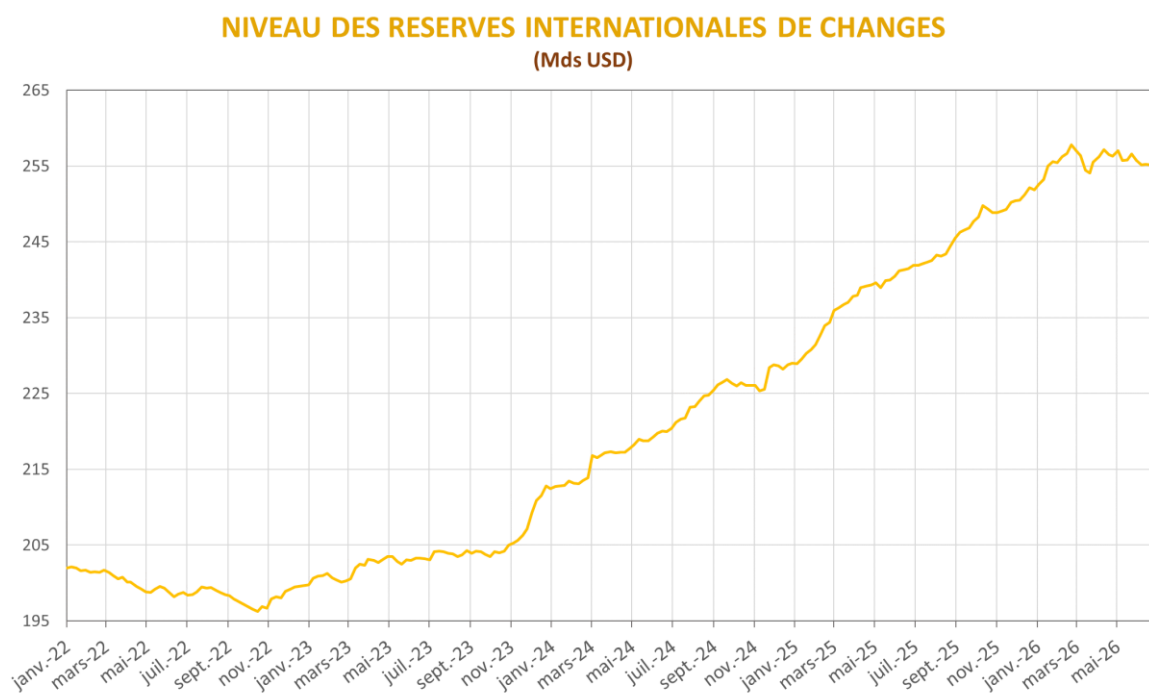
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr